

DEPARTEMENT

Dordogne

ARRONDISSEMENT

Sarlat

CANTON

Domme

COMMUNE DE DOMME**PROCES-VERBAL****DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL****NOMBRE***de conseillers**En exercice :15**De présents :12**De votants :15*

Le Maire certifie que le présent procès-verbal des délibérations a fait l'objet d'un affichage à la porte de la mairie le : 13/10/2015.

Le présent procès-verbal est approuvé le : 12/10/2015.

Valorisation de l'accueil touristique dans la bastide

L'an deux mil quinze, le 26 août à 20 heures, le Conseil Municipal de la commune de Domme étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Jean-Claude Cassagnole, Maire.

Etaient présents : Mesdames et Messieurs DUFOR - GOUNARD – LAGRANGE - LAHALLÉ – ARMAGNAC - CAMINADE – GERMAIN - LAMBERT – COUSIN – CASSAGNOLE – OZANNE – PASQUET.

Etaient absents : Mmes TAILLASSON-MAZELAYGUE (procuration à Mme GOUNARD), TROUBADY (procuration à Mme LAGRANGE), Mr JOURDAN (procuration à M. OZANNE).

Le Secrétariat de séance était assuré par : Mme DUFOR

La convocation du Conseil Municipal avait été faite le 18/08/2015.

Le Maire rappelle la volonté de l'actuelle municipalité de valoriser, sur les exercices 2015 - 2016, l'accueil touristique dans la bastide. Ce projet consiste à prolonger le cheminement piétonnier déjà réalisé « rue Porte de la Combe », par ceux de la « rue du Lavoir » et de la « Grand'Rue » ; cette dernière étant l'artère piétonne et commerçante de la Bastide. Cet aménagement permet ainsi d'avoir un axe « Sud – Nord » entièrement revalorisé, tenant compte des normes actuelles en matière de réseaux, de circulation et d'accessibilité. Cette opération comporte également un volet permettant d'améliorer l'accueil touristique ainsi que la vie commerciale tout au long de l'année, en prévoyant :

- la création, l'insertion paysagère et la mise en accessibilité de cabinets d'aisance sur chacune des places situées au sud (place de la Rode) et au nord (place de la Halle) de la « Grand'Rue » ;
- l'installation d'un local « distributeur automatique de billets », à proximité du local dédié aux cabinets d'aisance sur la place de la Halle.

Plus précisément, les aménagements à réaliser seraient les suivants :

- Rue du Lavoir : transformation et aménagement de la rue en une section piétonne et paysagère en l'harmonisant avec les aménagements déjà réalisés au dessus du Lavoir (Espace végétalisé + Jardin du Souvenir pour les Combattants d'Afrique du Nord).
- Grand'Rue : réaménagement de la chaussée et des trottoirs en vue de favoriser le cheminement piétonnier et ainsi de rendre cette artère plus agréable et plus conforme à sa vocation commerciale.

- Aménagement de cabinets d'aisance place de la Rode, dans un bâtiment communal situé à proximité du 1^{er} parking intra-muros et de la salle des fêtes.
- Aménagement de cabinets d'aisance Place de la Halle et du local DAB, sous l'actuel jardinet situé en prolongement de l'Hôtel du Gouverneur ; ces toilettes seraient ainsi situées à proximité du deuxième parking intra-muros, de la place du marché, du belvédère et de l'église.

Ces projets sont prévus pour être réalisés en tenant compte des normes d'accessibilité suite à l'étude PAVE réalisée fin 2014. Les travaux sont prévus pour démarrer (sous réserve de l'obtention des subventions) dernier trimestre 2015 et se terminer en avril 2017. Le coût HT du projet s'élève à 661.404 €, honoraires compris :

- Honoraires : 47.128 € ;
- Travaux HT : 614.276 €.

Le Maire propose le plan de financement prévisionnel suivant :

UE /FEADER :	141.963 €	21,46%
---------------------	------------------	---------------

(soit 30 % de l'assiette éligible : 437.015 € Travaux + 36.196 € Honoraires)

ETAT/DETR 2015:	151.122 €	22,85%
------------------------	------------------	---------------

Département:	141.022 €	21,32%
---------------------	------------------	---------------

Commune :	227.297 €	34,37 %
------------------	------------------	----------------

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 13 voix pour et 2 abstentions :

- adopte le projet qui vient de lui être présenté, pour un montant total HT de 661.404 € (honoraires compris) ainsi que le plan de financement correspondant ;
- autorise le Maire à solliciter des subventions pour le financer, et plus particulièrement des subventions européennes (FEADER) par l'intermédiaire de la Région, conformément au montant défini dans le plan de financement visé ci-dessus ;
- autorise le Maire à signer toutes les pièces de ce dossier et notamment les différentes demandes d'autorisation d'urbanisme se rapportant au projet.

Création d'une agence postale communale

Le Maire expose aux conseillers municipaux que, pour accomplir sa mission d'aménagement du territoire, la Poste s'est engagée à maintenir un réseau dense d'au moins 17000 points de contacts dont certains seront gérés en partenariat avec les communes ou les communautés de communes.

En accord avec l'Association des Maires de France, le cadre contractuel par lequel un partenariat est établi entre une commune et la Poste pour la gestion d'une Agence Postale Communale a été profondément revu.

Désormais, la Poste propose la gestion d'agences postales communales offrant les prestations postales courantes dans les conditions nouvelles, conformes aux dispositions prévues par la loi du 4 février 1995 « d'orientation pour l'aménagement et le

développement du territoire » modifiée par les lois n° 99-533 du 25 juin 1999 et n° 2000-321 du 12 avril 2000, autorisant la mise en commun de moyens entre les établissements publics et les collectivités territoriales pour garantir la proximité des services publics sur le territoire.

En particulier, en contrepartie d'une offre de service mieux précisée, d'une amplitude horaire d'ouverture qui peut être portée à 60 heures par mois, d'un équipement modernisé et d'une formation de l'agent chargé de la gestion de l'agence postale communale, la Poste propose une indemnisation. Pour la durée de son temps de travail consacré à l'activité de l'Agence Postale Communale, l'agent concerné est placé en situation de mise à disposition de la Poste.

Après concertation avec la Poste, il apparaît que l'accès à son offre de service serait mieux assuré avec l'implantation d'une Agence Postale Communale dans notre commune.

Il est donc proposé d'autoriser le Maire à conclure une convention ayant pour objet l'implantation d'une Agence Postale Communale sur le territoire de la commune qui répondrait à des caractéristiques restant à définir, mais qui seront mentionnées dans celle-ci conclue pour une durée de neuf années et renouvelable une fois.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, et en avoir délibéré, le conseil municipal, par 8 voix pour et 7 abstentions :

- Accepte la création d'une Agence Postale Communale à Domme ;
- Décide d'autoriser le Maire à conclure une convention en vue de l'ouverture d'une Agence Postale Communale ;
- Mandate le Maire pour prendre tous contacts utiles à cet effet.

Le Maire précise qu'il reviendra vers le Conseil Municipal pour lui exposer le contenu de la convention et pour lui demander de bien vouloir l'approuver.

Réaménagement de l'Hôtel du Gouverneur : consultation d'architectes

Le Maire rappelle au Conseil Municipal que les services de la Mairie de Domme sont tous situés dans l'Hôtel du Gouverneur.

Il indique qu'il conviendrait d'y réaliser des aménagements visant à améliorer l'accueil des usagers, à réorganiser les espaces de travail des agents, à intégrer au mieux l'agence postale communale.

Ces travaux d'aménagements nécessitent de faire appel à un architecte qui aura pour mission de proposer un parti pris d'aménagement, d'établir les plans correspondant, d'estimer le coût des travaux.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité autorise le Maire à engager une consultation d'architectes pour la mission ci-dessus définie.

Instauration d'un droit de préemption sur les parcelles D-786 et D-795

Considérant la nécessité de favoriser et d'améliorer l'accueil touristique à Domme, à l'extérieur de la Bastide, de manière à désengorger celle-ci d'un flot important de véhicules ;

Le Maire propose au Conseil Municipal d'instaurer un droit de préemption sur les parcelles cadastrées en section D sous les numéros 786 et 795 sises au Pradal.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 211, L. 213 et R. 211-1 et suivants,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 23 mars 2009 approuvant le Plan Local d'Urbanisme,

Considérant que l'instauration d'un droit de préemption urbain permet à la commune de se porter éventuellement acquéreur des parcelles permettant la réalisation du projet programmé après avis du service des domaines,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- Décide la création d'un droit de préemption urbain simple sur le territoire communal délimité aux parcelles cadastrées en section D sous les numéros 786 et 795 sises au Pradal ;
- Dit que la présente délibération sera affichée en mairie pendant un mois et sera publiée dans deux journaux diffusés dans le département.
- Autorise le maire à signer toute pièce se rapportant à cette décision.
- Dit que ampliation de la présente délibération sera adressée à :
 - Mme la Sous Préfète de Sarlat ;
 - M. le Directeur Départemental des Services Fiscaux ;
 - Conseil Supérieur du Notariat ;
 - Chambre Départementale des Notaires ;
 - Barreau constitué auprès du Tribunal de Grande Instance de Bergerac
 - Greffe du TGI de Bergerac.

Mise en révision du règlement du PLU

Le Maire présente l'intérêt pour la commune de reconsidérer le règlement du plan local d'urbanisme, en vue d'adapter celui-ci aux récentes législations en matière d'urbanisme et d'aménagement foncier ;

Après avoir entendu l'exposé du maire ;

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité :

1 - de prescrire la révision du règlement plan local d'urbanisme (PLU) sur l'ensemble du territoire communal conformément aux dispositions du code de l'urbanisme.

2 - de charger la commission municipale composée comme suit :

M. Jean-Claude Cassagnole, Maire, président,
Mme Jocelyne Lagrange et M. Alain Germain, Maires-Adjointes, membre,
Mrs Michel Ozanne et Hervé Caminade, conseillers municipaux, membre,

du suivi de l'étude de la révision du règlement du plan local d'urbanisme ;

3 - de mener la procédure selon le cadre défini par les dispositions du code de l'urbanisme en ce qui concerne l'association et la consultation des diverses personnes publiques ;

4 - de fixer les modalités de concertation prévues par le code de l'urbanisme de la façon suivante : organisation d'une réunion d'information avec la population pour présenter le projet de nouveau règlement (l'information sur les modalités de la concertation sera diffusée par voie de presse dans un journal d'annonces légales et par voie d'affichage).

5 - de donner autorisation au maire pour signer toute convention qui serait nécessaire à la mise à disposition des services de l'Etat ;

6 - de solliciter de l'Etat une dotation pour compenser la charge financière de la commune correspondant aux frais matériels et éventuellement aux frais d'études liés à la révision du règlement du plan local d'urbanisme ;

7 - que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à l'étude du plan local d'urbanisme seront inscrits au budget ;

8 - d'autoriser le Maire à consulter des bureaux d'études en vue d'établir un projet de règlement qui sera soumis à la procédure définie ci-dessus.

Conformément à l'article L 123-6 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée aux organismes publics concernés.

Conformément à l'article R 123-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans le journal suivant diffusé dans le département : SUD-OUEST.

Vote de virements de crédits

Le Maire expose au Conseil Municipal que les crédits prévus à certains chapitres des budgets de l'exercice 2015 sont insuffisants et qu'il convient d'effectuer les virements de crédits ci-après :

- Commune de Domme

Objet des dépenses	Chapitre et article	Diminution sur crédits déjà alloués :	Augmentation des crédits
Intérêts réglés à l'échéance	66111		450,77 €
Créances admises en non valeur	6541		369,00
Secours et dot	6713	819,77 €	
TOTAL		819,77 €	819,77 €

- Logements Sociaux

Objet des dépenses	Chapitre et article	Diminution sur crédits déjà alloués :	Augmentation des crédits
Intérêts réglés à l'échéance	66111		98,89 €
Fourniture de petit équipement	60632	98,89 €	
TOTAL		98,89 €	98,89 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve les virements de crédits mentionnés ci-dessus à l'unanimité.

Redevance d'occupation du domaine public pour les ouvrages de transport et de distribution d'énergies

Vu les articles R 2333-105 et R 3333-4 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant qu'il appartient aux communes de fixer dans la limite des plafonds donnés par les articles visés ci-dessus la redevance due chaque année à une commune pour l'occupation du domaine public communal par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'énergie électrique,

Considérant qu'en 2014 le montant plafond était de 195 € et que le taux d'augmentation de l'index d'ingénierie est de 1,04 %,

Le Conseil Municipal ayant délibéré, à l'unanimité fixe à 197,02 € le montant plafond du en 2015 par ERDF-GRDF Services Périgord au titre de la redevance d'occupation du domaine public par les ouvrages de transport et de distribution d'électricité.

Modification de la délibération 123/2015 du 06/07/2015

Le Maire rappelle que par délibération du 06 juillet 2015, le Conseil Municipal a accepté le remplacement d'une borne électrique du marché qui avait été endommagée par un véhicule, ainsi que l'encaissement d'un chèque d'indemnisation provenant de l'assureur de la commune, d'un montant de 3.757,71 €.

Il précise que par courriel du 21 juillet 2015, l'assureur de la commune a indiqué que l'assureur du propriétaire du véhicule ayant endommagé la borne électrique avait accepté de prendre en charge l'indemnisation du dommage, en versant à la commune de Domme une somme de 4.175,23 €.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- décide de restituer à M. Jean Fougère, assureur GAN de la commune de Domme, son chèque d'un montant de 3.757,71 €.

- accepte d'encaisser un chèque de 4.175,23 € des assurances ALLIANZ au titre de l'indemnisation de la borne du marché qui a été endommagée.

Admission de créances en non valeur

Par courrier du 16 juillet 2015, Mme le Comptable du Trésor propose l'admission en non valeur de créances qu'elle estime irrécouvrables :

- année 2006 : titres 246, 285, 362, 436, 465, 513 ;

- année 2007 : titre 13 ;
 - année 2012 : titres 161, 219, 328, 384 ;
 - année 2013 : titres 442 et 500.
- Le montant total de ses créances s'élève à : 2.289,34 €.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'admettre en non valeur les créances irrécouvrables correspondant aux titres énumérés ci-dessus, pour un montant total de 2.289,34 €.

**Présentation du RPQS 2014
du service d'eau potable**

Le Maire, conformément à l'article 3 du décret n° 95-635 du 6 mai 1995, présente pour l'exercice 2014, le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'alimentation en eau potable adopté par le comité syndical du SIAEP de Vitrac - La Canéda.

Un exemplaire de ce rapport a été transmis aux communes adhérentes pour être présenté à leur conseil municipal dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Ce rapport est public et permet d'informer les usagers du service.

Le Conseil Municipal prend acte de cette présentation à l'unanimité.

**Participation Transports
Scolaires**

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité de verser :

- au Syndicat Intercommunal des Transports Scolaires de Belvès la participation des communes non adhérentes fixée à 158 € par élève transporté et ce pour le transport scolaire de l'élève Mathys Rabah pour la durée de l'année scolaire 2015/2016 ;
- au SIVOM (Transport Scolaire) de St Cyprien une participation fixée à 142 € pour le transport scolaire vers le collège de St Cyprien de l'élève Lorine Barbier pour la durée de l'année scolaire 2015/2016.

Travaux de maçonnerie

Vu l'avis favorable de la Commission des Travaux réunie le 09 juillet 2015 ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- décide de confier la 2^{ème} tranche de travaux de réalisation d'une allée centrale au cimetière de Domme à la SARL Montet Maçonnerie, adopte le devis correspondant d'un montant HT de 8.686,24 € et autorise le Maire à le signer.
- décide de confier les travaux de réfection du mur en bordure de falaise, au Jardin Public, à l'entreprise Einaudi Maçonnerie Restauration, adopte le devis correspondant d'un montant HT de 10.515,00 € et autorise le Maire à le signer.

**Toilettes et DAB :
consultation pour une
mission de
coordination SPS**

Le Maire rappelle au Conseil Municipal l'opération qui comprend :

- l'aménagement de toilettes publiques sur chacune des places situées au sud (place de la Rode) et au nord (place de la Halle) de la « Grand'Rue » ;
- l'installation d'un local « distributeur automatique de billets », à proximité du local « toilettes publiques » sur la place de la Halle.

Le Maire indique qu'il convient de désigner un coordonateur SPS pour les travaux visés ci-dessus et demande au Conseil Municipal l'autorisation d'engager une consultation.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité autorise le Maire à engager une consultation de coordonateurs SPS pour l'aménagement de toilettes publiques place de la Rode et place de la Halle et l'installation d'un local « distributeur automatique de billets » place de la Halle.

Adoption de devis

Vu l'avis favorable de la Commission des Travaux réunie le 18 août 2015 ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- décide d'acheter un abribus (3,80 m x 2,00 m X 2,20 m), adopte le devis de la société ADEQUAT d'un montant HT de 1.750,00 € et autorise le Maire à le signer ;
- décide de confier des travaux de reprise de murs au jardin de l'Hôpital et à la Gendarmerie à la SARL Montet Maçonnerie, adopte le devis correspondant d'un montant HT de 262,48 € et autorise le Maire à le signer.

Transfert au SDE 24 de la compétence « infrastructures de charge de véhicules électriques »

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L224-37, L5215-16 et L5711-1 et suivants.

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013067-0014 du 08 mars 2013 portant modification des statuts du Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne (SDE 24).

Considérant que les statuts du SDE 24 ont récemment été modifiés en vue d'intégrer une nouvelle compétence optionnelle portant sur les infrastructures de charge de véhicules électriques ;

Considérant que s'agissant d'une compétence optionnelle, l'approbation des communes sur l'actualisation des statuts et la prise de compétence optionnelles supplémentaires ne vaut pas directement transfert de compétence au SDE 24 ;

Considérant qu'afin de permettre le lancement d'un vaste projet de déploiement d'infrastructures de charge de véhicules électriques sur le territoire du département de la Dordogne porté par le SDE 24, les communes doivent expressément lui transférer la compétence visée à l'article L2224-37 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le souhait exprimé par la commune de se porter candidate à l'implantation de bornes de recharges sur son territoire ;

Vu la délibération du comité syndical du SDE 24 en date du 18 juin 2015 portant sur le transfert et les conditions techniques et financières d'exercice de la compétence « infrastructure de charge pour véhicules électriques » ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Approuve sans réserve le transfert de la compétence « infrastructure de charge pour véhicules électriques », prévue visée à l'article L2224-37 du Code Général des Collectivités Territoriales, au SDE 24, pour la mise en place d'un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, dont l'exploitation comprend l'achat d'électricité nécessaire à l'alimentation des infrastructures de charge.
- Accepte sans réserve les conditions, techniques, administratives et financières d'exercice de la compétence « infrastructure de charge pour

véhicules électriques » telles qu'adoptées par le comité syndical du SDE 24 dans sa délibération du 18 juin 2015 ;

- Autorise le Maire à signer tous les actes nécessaires au transfert de la compétence « infrastructure de charge pour véhicules électriques » ;
- S'engage à assurer, dans les six mois à compter de la notification de la convention de financement de l'ADEME au SDE 24 (notifiée le 29 juin 2015), soit au plus tard le 29 décembre 2015, la gratuité du stationnement pour les véhicules «électriques ou hybrides rechargeables, sur les emplacements de stationnement avec dispositif de recharge uniquement, en surface ou en ouvrage, gérés directement par la collectivité, et ce pendant une durée minimale de deux ans.

Communications

- Le Maire donne lecture d'un courrier de remerciement de M. Jean-Paul Coiffet aux services de la Mairie pour l'aide et le soutien dont il a bénéficié lors de la disparition de sa mère, Mme Renée Coiffet. De même il indique qu'il a reçu un courrier des descendants de M. Pierre Gaillard, ancien Maire de Domme, satisfaits de la cérémonie qui s'est déroulée le 18 août dernier à l'Hôpital Local pour la réinstallation d'une plaque commémorative.

- Le Maire donne lecture d'une pétition émanant de riverains de la rue de la Belle Coutelière s'opposant à la demande faite par la Mairie aux particuliers d'entretenir les végétaux qui dépassent leurs propriétés, de manière qu'ils n'envahissent pas le domaine public. Le Maire indique qu'il a rencontré plusieurs particuliers mais que ces demandes ont été suivies de peu d'effets. Il indique que l'an prochain, les propriétaires dans cette situation seront avertis suffisamment tôt par écrit et que si les travaux ne sont pas réalisés dans un laps de temps déterminé, ils seront réalisés par une entreprise ; le Trésor Public sera chargé du recouvrement du coût des travaux auprès des dits propriétaires.

- Le recours en référé de la commune auprès du Tribunal Administratif de Bordeaux en vue d'obtenir la suspension de l'arrêté de l'Inspectrice d'Académie en date du 17 avril 2015 par lequel elle supprimait une classe à l'école de Domme, a été rejeté. Ce jugement sera communiqué aux élus. Il sera également communiqué, accompagné d'un courrier, aux personnes suivantes : Mme la Sous-Préfète de Sarlat, M. le député et Président du Conseil Départemental, M. le Préfet de la Dordogne, M. le Recteur d'Académie de Bordeaux, Mme l'Inspectrice d'Académie, Mme la Ministre de l'Education Nationale, Mrs les Sénateurs de la Dordogne.

- Aucune réponse de la commune de Cénac et St Julien concernant le projet de Commune Nouvelle n'étant parvenu en mairie, le Maire indique qu'il va relancer son homologue.

- Le Maire fait état des incivilités de cet été : tags au pont de St James, dépôt sauvage de déchets non autorisés au Pradal, vandalisme sur 6 horodateurs, Face à la recrudescence de ces actes, et à l'instar de la mise en œuvre de ce type de dispositif par des communes voisines, le sujet de la vidéosurveillance sur plusieurs points sensibles sera mis à l'ordre du jour d'un prochain conseil Municipal.

- L'ouverture d'un cabinet médical est à nouveau évoquée ainsi que la possibilité d'installer un médecin étranger.

- Roger Armagnac et Alain Germain présentent un état détaillé des tâches effectuées par le service technique communal, ce qu'elles représentent en temps passé et leur coût. Globalement, ces tâches, en temps global passé, se répartissent comme suit :

- Nettoyage et embellissement de la bastide : 41 % ;
- Travaux sur les bâtiments : 26,5 % ;
- Travaux de voirie : 24,7 % ;
- Interventions relatives aux manifestations : 5,2 % ;
- Maintenance et gestion matériel : 1,6 % ;
- Divers : 0,9 %.

Fait à Domme, le 27/08/2015